



LE TOULOUSE FACT CHECKING

Une épicerie toulousaine EXPLOITÉE PAR UNE SECTE ?

COMMUNAUTÉ. Dans le quartier Saint Aubin, les riverains s'interrogent et la rumeur enfle. L'association Infos-sectes Midi-Pyrénées a lancé l'alerte : une épicerie du quartier serait liée à un mouvement sectaire.

Au 47 rue Riquet, quartier Saint-Aubin, une petite épicerie a ouvert ses portes il y a quelques mois. Baptisée Au cœur du grain, elle est spécialisée dans la restauration rapide et dans la vente de produits bio. Aux dires des clients, « le pain y est très bon, la déco est sympa ». « Les sandwiches aussi. Ils sont à base de produits frais et bio », témoignent France et Isabelle en sortant de l'échoppe. Pourtant, la petite boutique à l'allure inoffensive serait liée à un mouvement accusé de dérives sectaires.

Au cœur du grain est en réalité le second établissement de la SARL Le Petit Gersois, dont le siège social est situé au 25 rue Laganne, à Toulouse. D'après les informations du greffe du tribunal administratif, le gérant des deux entités est commun. Son nom, même s'il est connu, ne sera pas divulgué ici. Car, âgé d'une trentaine d'années, « il n'est qu'une victime parmi tant d'autres. Ce n'est qu'un prêtre-nom qui servira de bouclier aux véritables manipulateurs », estime Infos-Sectes Midi-Pyrénées. Par l'affichage du réseau de ce dernier sur le site societe.com, une nouvelle entreprise apparaît, Cappe. La même personne en aurait été dirigeante de juillet 2016 à mai 2018. Et le siège social est situé route de Haut-Béarn à Sus.

Sus, petit village des Pyrénées-Atlantiques dont le château, trônant à l'adresse communiquée par la société Cappe, héberge la communauté des 12 Tribus, ou Tabitha's Place. Pour la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), il s'agit « d'un mouvement religieux chrétien de type fondamentaliste et apocalyptique qui justifie toute la vie par une lecture strictement littérale de la Bible dont l'étude doit être quotidienne et la connaissance des textes parfaite en toutes circonstances. Ce mouvement est fondé sous forme de communautés appelées tribus », explique un rapport remis au Premier ministre en 2010. D'ailleurs, « ils sont également répertoriés sous le nom de Ruben and Brothers ou encore



de l'Ordre Apostolique », confirme Infos-Sectes Midi-Pyrénées. Cette dernière dénomination figure sur la liste du rapport parlementaire n°2468 daté du 22 décembre 1995 des "mouvements sectaires de 50 à 500 adeptes". « Ils seraient 100 à 150 à Sus, dont 50 à 60 enfants », selon l'association régionale de lutte contre les mouvements sectaires.

Des enfants qui, justement, seraient au centre de démêlés judiciaires concernant des membres des 12 Tribus. En 2001, douze ans de réclusion ont été prononcés à l'encontre des parents d'un bébé de 19 mois, décédé suite à la privation d'aliments et de soins. En 2002, 19 membres ont été condamnés pour soustraction aux obligations légales des parents (refus de scolarisation et de vaccination). Et en 2015, quatre enfants d'une même fratrie ont été placés après l'ouverture d'une information judiciaire pour mauvais traitements. Infos-Sectes lance aujourd'hui une alerte pour dénoncer les maltraitances dont pourraient être victimes les enfants vivant dans cette communauté, exploitante de l'épicerie Au cœur du grain.

Séverine Sarraut ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Et maintenant... p.10
LES PREMIÈRES PISTES
POUR UN REVENU
DE BASE

Politique p.12
LREM EN SOUTIEN
DE JEAN-LUC
MOUDENC ?

Le sport pousse LES DISCRIMINATIONS EN TOUCHE

L'hebdo de terrain(s)



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 14 > 20 JUIN 2018 • N° 793

R 29141 - 0793 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE RUGBYWOMAN...

... à qui l'on a retiré les crampons



J'avais sept ans lorsque j'ai commencé le rugby. Depuis toute petite, j'ai baigné dans ce milieu. Mon père, mes frères et mes oncles se sont tous adonnés à ce même sport et les femmes de la famille étaient de ferventes supportrices. C'est donc logiquement que je m'y suis intéressée, puis que j'ai voulu y jouer. Mais quand mes parents, qui tenaient absolument à ce que chacun de leurs enfants pratique un sport, m'ont demandé ce que je souhaitais faire, leur surprise a été aussi grande que mon envie de chausser les crampons: "Mais tu ne peux pas, tu es une fille!" m'ont-ils rétorqué.

À cette époque, je ne m'étais même pas posée la question de savoir si ce sport m'était ouvert. J'ai répondu spontanément. D'ailleurs, je ne comprenais pas pourquoi mon genre pouvait être un problème. J'aimais le rugby, je voulais y jouer, point barre ! Pourtant, lorsque nous avons cherché une école de rugby ayant une équipe féminine à proximité de notre domicile, j'ai pris conscience que cela serait difficile. Je me suis alors mise en quête d'un club admettant les filles, mixte donc. J'ai eu du mal, mais j'en ai trouvé un qui a accepté de me licencier. Et pendant des années, je me suis éclatée !

Si les premiers temps, j'ai été la cible de nombreuses réflexions de mes coéquipiers, je leur ai rapidement prouvé que je méritais ma place et j'ai gagné, petit à petit, leur respect. Au point que, quand les équipes adverses me chabraient, ils avaient toujours des arguments pour les faire taire. De mon côté, je n'y prêtais pas attention, voire je m'en servais contre eux. Ceux qui hésitaient à me plaquer parce que j'étais une fille... Moi, je ne les ratais pas !

Mais à 14 ans, tout s'est arrêté. Les filles ne sont plus autorisées à jouer avec les garçons à partir de la catégorie cadet, pour des raisons de sécurité. Les différences de poids et de musculature se font alors trop importantes. Et je n'ai pas trouvé d'équipe féminine dans d'autres clubs aux alentours. À l'époque, les joueuses de rugby n'étaient pas nombreuses. Encore maintenant, seules les grandes structures peuvent constituer des formations féminines. Et j'ai dû raccrocher mes crampons.

J'ai finalement opté pour le handball mais j'ai été longtemps frustrée d'avoir abandonné le ballon ovale simplement parce que j'étais une fille.

Cynthia, 33 ans





RENAULT
La vie, avec passion

PORTES OUVERTES INTERSIDÉRALES CE WEEK-END⁽¹⁾

Renault TWINGO

À PARTIR DE

7 990 €⁽²⁾

Ecoprime Renault de 800 € déduite.
Prime à la conversion gouvernementale de 1 000 € déduite.

OU À PARTIR DE

99 €/MOIS⁽³⁾

LLD 49 mois. 1^{er} loyer de 1 500 € versé par le client.
Sans condition de reprise.

EASY PACK

4 ans d'entretien avec pièces d'usure, de garantie et d'assistance 24h/24
inclus pour 1 €/mois⁽⁴⁾



Radio Connect R&Go⁽⁷⁾
Climatisation⁽⁷⁾
Enjoliveurs bi-tons noirs⁽⁷⁾

MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT TWINGO LIMITED SCe 70 AVEC OPTION À 104 €/MOIS⁽⁵⁾, 1^{ER} LOYER DE 1 500 € VERSÉ PAR LE CLIENT OU À 9 520 € AVEC LA PRIME À LA CONVERSION GOUVERNEMENTALE DE 1 000 € ET L'ECOPRIME RENAULT DE 800 € DÉDUITES⁽⁶⁾.

N°1 SAV 2018
Automobile

(1) OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 17 JUIN selon autorisation. (2) Prix conseillé pour Renault TWINGO Life SCe 70; déduction faite de 1 610 € de remise (selon tarif en vigueur au 01/06/2018). (6) Prix conseillé pour Renault TWINGO Série Limitée LIMITED SCe 70 avec option peinture opaque spéciale, déduction faite de 1 610 € de remise (selon tarif en vigueur au 01/06/2018). (2)(6) Déductions faites de 800 € d'Ecoprime Renault et de 1 000 € de prime à la conversion gouvernementale pour la mise au rebut de votre véhicule particulier ou camionnette Diesel immatriculé pour la première fois avant 2001 ou Essence immatriculé avant 1997. Voir conditions en points de vente et sur renault.fr. (3) Exemple pour Renault TWINGO Série Limitée LIMITED SCe 70. (3)(5) Location Longue Durée sur 49 mois et 40 000 km maximum. En fin de contrat, restitution du véhicule chez votre concessionnaire avec paiement des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par DIAC, SA au capital de 560 956 000 € - Siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf 93160 Noisy-le-Grand - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. (4) Pack Intégral Renault constitué de l'entretien, des prestations d'usure (hors pneumatiques), de l'extension de garantie constructeur et de l'assistance selon conditions contractuelles sur 49 mois et 40 000 km (au 1^{er} des 2 termes atteint) à 1 €/mois inclus dans le loyer. Voir détail de l'offre Pack Intégral en points de vente et sur renault.fr. Offres non cumulables, réservées aux particuliers valables dans le réseau Renault participant pour toute commande d'une Renault TWINGO neuve du 01/06/2018 au 30/06/2018. (7) Équipements non inclus dans le tarif « À partir de » affiché, de série sur modèle présenté. **Gamme Renault TWINGO : consommations mixtes min/max (l/100 km) : 4,8/5,6. Emissions CO₂ min/max (g/km) : 110/126. Consommations et émissions homologuées selon réglementation applicable. Easy Pack : Pack tout inclus.**

Renault recommande    renault.fr

3 COMPRENDRE

TRANSFORMATION. Peut-être en avez-vous entendu parler ? L'un des plus grands événements sportifs internationaux, la Coupe du monde de football, serait sur le point de commencer. L'occasion, entre bières et pizzas, de s'interroger sur la place du sport dans la société. Le premier est certes le simple reflet de la seconde, soumis aux mêmes discriminations qui sévissent dans toutes les domaines. Mais il est aussi un formidable terrain pour les combattre. Coup de projecteur sur les initiatives qui ne laissent personne au vestiaire.



Jt

LE SPORT

les discriminations

Des cris de singes depuis les tribunes à l'encontre des joueurs de football Paul Pogba et Ousmane Dembélé. C'est le triste spectacle observé lors du match amical opposant la Russie et la France en mars dernier, à Saint-Petersbourg. Sport le plus médiatisé, le football est régulièrement pris en exemple pour illustrer le racisme. Mais la discrimination raciale n'est pas la seule recensée : les distinctions sur critères de sexe, de milieu social, de handicap ou d'orientation sexuelle sont notamment relevées. Phénomène que l'on retrouve dans tous les sports et à tous les niveaux. Jacques Toubon, Défenseur des droits, dans un avis du 19 septembre 2017, fait état d'une « persistance des stéréotypes de genre. L'homophobie dans le sport, au même titre que le sexisme, reste récurrente et banalisée », indique-t-il. Le Paris Foot Gay a d'ailleurs commandé une étude sur 363 joueurs de football, tous niveaux confondus : 41% des pros et 50% des joueurs de centres de formation ont exprimé une opinion hostile à l'homosexualité. C'est même tabou pour 74 % des jeunes sportifs. « Cela explique largement l'absence de

visibilité des personnes LGBT dans le sport. Rares sont les grandes figures qui osent faire leur coming-out de peur

« L'homophobie dans le sport, au même titre que le sexisme, reste un phénomène récurrent et banalisé »

d'être exclu-e-s ou privé-e-s de sponsors », analyse Jacques Toubon.

En ce qui concerne la place des femmes dans le sport, c'est au niveau du choix des disciplines (voir infographie), des lieux et de l'intensité de la pratique ou encore de l'engagement dans les compétitions que les inégalités se lisent. Plus le niveau augmente, plus la présence des femmes diminue. Si 87% d'entre elles pratiquent une activité physique, elles

ne représentent plus que 37,7% des licenciés professionnels en 2016, selon le ministère des Sports.

Cette inégalité des pratiques se retrouve lorsque l'on observe le critère des origines. Comme en témoigne le sociologue Philippe Coulangeon, « les activités sportives sont celles pour lesquelles les écarts d'attitude associés à l'origine sont les plus prononcés ». Il constate une sous-représentation des personnes dites extraeuropéennes dans certaines disciplines comme le tennis, le golf ou le ski, tandis qu'elles ont surinvesti des sports plus populaires comme le foot qui peut se pratiquer hors institution. Et « les règlements de certaines fédérations qui continuent de comporter des quotas de joueurs fondés sur la nationalité » comme l'a re-



© Senteri Viinamäki

POUSSE en touche

marqué le Défenseur des droits, n'arrange rien à l'affaire.

Quant aux personnes handicapées, le manque de formation des encadrants ou de sécurité limite leur pratique du sport. Toutefois, comptant 28 disciplines adaptées, la Fédération française handisport dénombrait plus de 56 000 licenciés en 2015, contre 25 000 en 2002.

Parce que "Parfois, l'égalité est une victoire" comme l'avance la dernière campagne lancée par le ministère des Sports en mars 2018, il est temps que le sport fasse valoir ses valeurs. D'autant que la France va accueillir successivement les Gay Games, l'Euro féminin de handball, les Coupes du monde féminines de football et de rugby et, bien sûr, les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

« Les règlements de certaines fédérations continuent de comporter des quotas de joueurs fondés sur la nationalité »

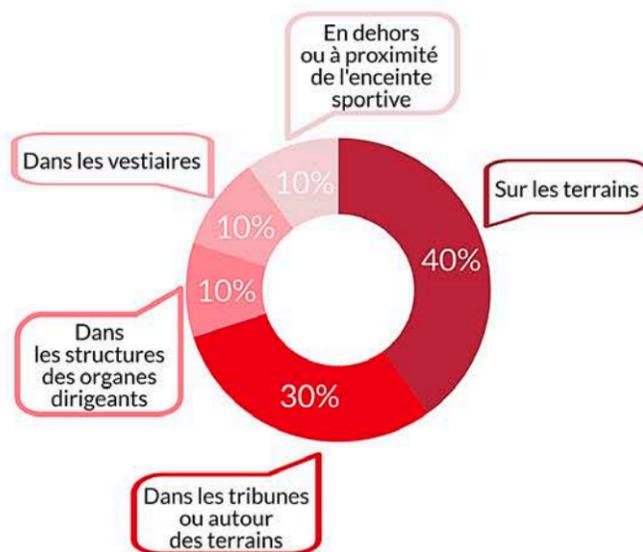
Séverine Sarrat ✍

La part de licenciées dans chaque sport

En 2016



Racisme : tous les lieux associés à l'espace sportif sont concernés



Jt

Les infrastructures sportives, lieux les moins faciles d'accès

14%

des personnes handicapées citent les infrastructures sportives comme des lieux facilement accessibles

Bien loin des commerces (36%) ou des lieux administratifs (33%) qui ne font pas non plus l'unanimité quant à leur accessibilité

L'ULTIMATE, un sport qui ne fait pas genre

OVNI. Pensé dans les années 1960 comme le jeu ultime, celui qui redorerait le blason vertueux du sport, l'ultimate est encore aujourd'hui une des rares disciplines collectives mixtes. Elle séduit de plus en plus par ses valeurs de respect. Reportage au sein du club du TUC Ultimate Toulouse, où le frisbee vole de mains en mains sans distinction de sexe.

Jt



A quelques minutes du début de l'entraînement, Albin, allongé dans l'herbe, s'étonne à peine d'être seul au bord du terrain. Dans le cadre enchanteur du Creps avec son magnifique château, rien n'invite à l'urgence. D'ailleurs, les premiers coéquipiers s'approchent au compte-goutte. Ils et elles s'empressent de sortir leurs disques volants et se font des passes par deux. La précision des lancers et la variété des techniques évacuent rapidement les souvenirs de plage. Revers, coups droits, effets verticaux ou horizontaux... À peine arrivé, le coach Gaël Peyrical décrypte les bases de l'ultimate. Un véritable sport créé dans les années 1960 par des étudiants américains suite à l'invention en 1948 du frisbee, lui-même inspiré d'une pratique en vogue qui consistait à se lancer des moules à tarte.

Gaël Peyrical est un des pionniers de la discipline en France. Avant de s'installer à Toulouse, ce Breton d'origine a entraîné pendant huit ans l'équipe de France. « Quand j'ai commencé à jouer, il y a 25 ans, nous étions 300 licenciés et l'ambiance était vraiment post-hippie. Aujourd'hui, nous en sommes presque à 6 000, mais l'état d'esprit initial est toujours au cœur du jeu », souligne-t-il. Souhaitant renouer avec les valeurs originelles de l'olympisme, les inventeurs de l'ultimate l'ont en effet conçu de manière à ce que ses règles garantissent la bonne conduite. « Même dans les plus grandes compétitions, il n'y a pas d'arbitre, de manière à responsabiliser les joueurs. À la fin du match, nous faisons un cercle

avec l'équipe adverse pour debriefer ensemble et il y a aussi un système de notes sur des critères de comportement qui donne lieu à un classement parallèle », détaille Gaëtane Avril, joueuse et vice-présidente du TUC.

Au premier rang de ces valeurs, figure la mixité. Même si l'ultimate se décline en plusieurs compétitions – masculine, féminine ou open (pas de limite) – le mixte est

la discipline phare du jeu. « Sur les sept joueurs présents sur le terrain, il y a obligatoirement trois filles et trois garçons. À tour de rôle, une des deux équipes choisit de rajouter une joueuse ou un

joueur », explique Fabien Mourier, le tout jeune président. Sur ses 120 licenciés, le TUC compte un peu plus d'un tiers de femmes. Une proportion parfaitement respectée sur le terrain du Creps ou une quarantaine de personnes a fini

par se rassembler pour l'échauffement. Après la partie musculaire, les rires laissent vite place à l'effort. En ligne, les joueurs effectuent une série d'accélération avant l'opposition du soir. « Ce week-end, c'est l'équipe féminine qui joue alors on va faire un match filles contre garçons pour les préparer », lance Fabien Mourier. Pas de quoi constater les effets de la mixité dans le jeu, donc. Mais le début de la rencontre confirme que le sport, par les compétences qu'il sollicite, nivelle les différences physiques.

Après un cri de louve collectif, les filles attaquent bille en tête et marquent rapidement un point sur une superbe glissade de Sarah pour attraper le disque dans l'en-but. Cette prof d'EPS a découvert l'ultimate en région parisienne, où elle enseignait la discipline à des élèves qui la passaient au Baccalauréat. Elle s'est lancée à son tour pour une première expérience de sport collectif : « En ultimate, un joueur n'a pas le droit d'avancer avec le disque, il y a moins de différences individuelles que dans

« Ici, on ne m'a jamais fait me sentir plus faible qu'un autre »



© Franck Aïx / JT

LA TÊTE D'AMPOULE

LA LOI contre les racistes

VASE CLOS. Le sport n'échappe pas à la justice. Julian Jappert, professeur de droit et fondateur du groupe de réflexion Sport et Citoyenneté, rappelle qu'en matière de discrimination raciale, il existe un large arsenal juridique. Reste à s'en servir.

Avant de s'attaquer aux actes à caractère raciste dans le sport, il convient d'en mesurer l'importance. S'ils nous semblent terriblement fréquents, c'est aussi qu'ils sont surmédiatisés: «Aujourd'hui, un tiers de l'information que nous consommons, tous supports confondus, est sportive. En réalité, il n'y a pas plus de haine sur un terrain qu'ailleurs», fait remarquer Julian Jappert, fondateur du groupe de réflexion Sport et Citoyenneté, qui analyse les politiques et l'impact sociétal du sport à l'échelle européenne. Il prend pour exemple les données collectées par l'Observatoire des comportements de la Fédération française de football, qui recense les dérapages survenus chaque week-end parmi les milliers de rencontres disputées dans l'Hexagone au niveau amateur, et d'après lesquels seulement 74 incidents à caractère raciste ont été signalés l'an dernier. Il n'empêche, leur impact peut-être dévastateur, «en particulier sur les plus jeunes, qui idolâtrèrent les sportifs», selon l'expert.

Dans son dernier ouvrage, Julian Jappert explique que l'on sous-estime le pouvoir et les effets du sport sur la société. Certains s'autorisent ainsi à aller trop loin, comme si le terrain était un lieu de non-droit: «Des comportements racistes n'y sont pas sanctionnés alors qu'ils le seraient ailleurs. Le monde du sport a l'habitude de s'autoréguler. Et en suivant ses propres règles, il lui arrive de fermer les yeux sur certains agissements», constate le professeur de droit, qui souhaite donc voir ces derniers portés systématiquement devant des juridictions de droit commun. Atterré par les banderoles à caractère raciste qui ont récemment visé Mario Balotelli, l'attaquant italien de l'OGC Nice - «Mais pourquoi personne n'a-t-il porté plainte?» - Julian Jappert rappelle la nécessité de faire connaître l'important arsenal juridique qui existe en matière de discrimination raciale. Il croit aussi beaucoup à la prévention et à l'éducation, notamment dans les centres de formation: «Pendant longtemps, on y enseignait uniquement le sport. Aujourd'hui, on y apprend également l'acceptation de l'autre et l'ouverture multiculturelle.»

En Europe, la plupart des sportifs de haut niveau disposent en effet de modules de formation spécifiques sur l'explication de faits de société ou la prévention de comportements déviants. Le lobbyiste veut aller plus loin et multiplier les actions à tous les niveaux, professionnels comme amateurs: «Et si ces initiatives étaient financées par un prélèvement sur l'énorme manne économique du football?», propose-t-il...

Philippe Salvador ✍

d'autres sports. C'est un jeu de passes, on est forcé de faire confiance à tous ses partenaires et ici, on ne m'a jamais fait me sentir plus faible qu'un autre. D'ailleurs en mixte, il arrive souvent que des points soient marqués par des filles», raconte Sarah.

Après avoir longtemps mené 2-1, la formation féminine perd du terrain malgré une impressionnante interception aérienne de Marie-Prune qui galvanise ses coéquipières.

« La mixité
tire tout le monde
vers le haut »

« Il ne faut pas nier qu'en général les garçons courent plus vite et sautent plus haut. Mais sur le terrain, il est rare que l'on soit en

confrontation directe. C'est un sport où il n'y a pas de contact, cela enlève une grosse barrière pour les filles», témoigne Gaëtane Avril. Ce soir, ces dernières n'hésitent en tout cas pas à coller leurs adversaires pour gêner la circulation du disque. Si elles finissent par s'incliner, l'enthousiasme est loin d'être atteint, sous l'œil réjoui du coach: «La mixité est dans l'ADN de ce sport. Il nous arrive de rencontrer des équipes qui ne misent pas sur leurs joueuses mais c'est une stratégie rarement payante. La mixité tire tout le monde vers le haut, ça rend les filles un peu plus dures et les mecs un peu moins cons, c'est beau.»

Nicolas Mathé ✍

JULIAN JAPPERT

> Enseignant de droit du sport dans les universités Panthéon-Sorbonne et d'Aix-Marseille. Il a fondé en 2007 le groupe de réflexion européen Sport et Citoyenneté, qui analyse les politiques sportives et l'étude de l'impact sociétal du sport. Il vient de publier avec Marie-Cécile Naves "Le pouvoir du sport", aux éditions FYP.



Jt



RUGBY pour tous

Pour beaucoup, Toulouse rime avec rugby. Pourtant, la pratique du ballon ovale n'a jamais réellement conquis l'ensemble de la ville. Pour les enfants des quartiers populaires notamment, l'accès à la discipline est rendu difficile par le manque de clubs à proximité. C'est à partir de ce constat que l'association Rebonds a été créée en 2004 par deux anciens rugbymen professionnels. «Il n'existait aucun projet pour amener le rugby vers ces jeunes, les clubs étaient déjà pleins et n'avaient donc pas besoin de mettre en place des actions de développement», raconte Jules Sire, le directeur de l'association. Pour remédier à cela, Rebonds a élaboré un projet basé sur la multiplication de cycles d'initiations à destination des quartiers prioritaires, en milieu scolaire et dans les structures sociales ou d'éducation spéciali-



sée. «Cela nous permet de repérer les jeunes les plus fragiles et de les orienter vers des clubs, s'ils sont intéressés», explique Jules Sire. L'association se charge de lever les freins à la pratique (transport, administratif, finances...) et met en place un véritable accompagnement sur le long terme. En 2017, plus de 120 jeunes ayant intégré un club étaient ainsi suivis individuellement. «Au-delà des prétendues valeurs, le rugby est un des rares sports collectifs de combat, c'est un outil pertinent. Et un espace de socialisation qui permet aux jeunes d'assimiler d'autres codes que ceux de leur quartier. Notre préoccupation première est l'épanouissement des enfants et, de fait, le projet apporte un peu de diversité dans le rugby», analyse le directeur de Rebonds.

Nicolas Mathé ✍

Jt



Du rugby GAY FRIENDLY

Depuis 2006, l'association Tou'Win, qui lutte contre l'homophobie dans le sport, intègre dans son équipe de rugby à XV des joueurs de tous niveaux, homosexuels et hétérosexuels. L'objectif est de prouver que l'orientation sexuelle d'une personne n'empêche en rien la pratique de ce sport. Seules les qualités techniques et physiques sont de rigueur. Dernièrement, Tou'Win s'est fixé un autre but : faire adhérer le plus de clubs possible à une charte contre l'homophobie dans le sport, lancée en 2010 par Rama Yade, alors secrétaire d'État aux Sports. Plusieurs grosses écuries locales, tels que les volleyeurs des Spacers, les basketteurs du TBC ou les footballeurs du TFC, ont déjà approuvé et signé le document.

touwin.com



Le foot AU FÉMININ

Dans le cadre du Tournoi international Ladies Cup (TILC), un évènement footballistique qui défend l'égalité femmes-hommes dans le sport, l'association toulousaine Sport Incub mène en parallèle, de février à août, le TILC Kids Cup. Ce projet socio-éducatif consiste à agir auprès des jeunes issus de quartiers prioritaires de Toulouse. Par des ateliers de sensibilisations aux questions d'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les stéréotypes, l'association tente de rassembler filles et garçons. L'enjeu est de provoquer un dialogue et un raisonnement sur ces sujets.

En 2018, plus de 400 enfants ont bénéficié de ces interventions. En récompense de leur investissement, tous sont invités au TILC, du 10 au 12 août prochain, au stade Ernest-Wallon.

international-ladies-cup.fr





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

L'ÉQUITATION sans condition

Si le monde du cheval est largement ouvert à celui du handicap, il n'en est pas de même pour les compétitions équestres, saut d'obstacles, dressage ou attelage: «Il y a une véritable discrimination des personnes handicapées qui n'ont pas accès à toutes les compétitions», regrette Nicolas Français, cavalier, juge et président de concours d'équitation depuis une vingtaine d'années.

Basée à Plaisance-du-Touch, l'Association ParA Cheval (Apac), qu'il vient de créer, se fait la porte-parole des personnes handicapées auprès des instances nationales, comme lors de la dernière réunion au siège de la Fédération française d'équitation à Lamotte-Beuvron, en mars dernier: «Nous avons dû batailler pour qu'ils acceptent les aveugles et les autistes dans les compétitions pour handicapés, comme le prévoit le règlement.» L'association plaide également

pour qu'il y ait au moins une épreuve d'attelage paraéquestre en France: «Aujourd'hui, les champions tricolores de la discipline sont obligés de se préparer dans des concours pour valides!»

Mais c'est sur les lieux de compétition eux-mêmes qu'il y a le plus à faire, car ceux-ci manquent cruellement d'équipements adaptés, principal frein à l'organisation de concours pour handicapés. Ainsi, Apac a ouvert une cagnotte en ligne pour acheter un panneau d'affichage lisible à 100 mètres, afin que les sourds visualisent le compte à rebours du départ de la course. L'argent doit aussi financer un système de poulies qui permettra à un handicapé moteur de monter en selle. Un Fablab devrait enfin livrer à l'association une imprimante en braille pour que les cavaliers aveugles prennent connaissance des listes de départ et de résultat. «Nous mettrons ce matériel à disposition des organisateurs de compétitions partout en Occitanie, afin que les personnes handicapées puissent concourir à proximité de chez eux», annonce Nicolas Français.

Philippe Salvador ✍



Jt

PORTES OUVERTES
DU 15 AU 18 JUIN*

NOUVEAU SUV CITROËN C3 AIRCROSS

PLUS SPACIEUX, PLUS MODULABLE



À PARTIR DE
159€
/MOIS⁽¹⁾

SANS CONDITION
LLD 36 MOIS/30 000 KM
APRÈS UN 1^{ER} LOYER DE 2 200 €
ENTRETIEN
GARANTIE
3 ANS

LES JOURS C MAINTENANT

INSPIRED
BY YOU

CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Nouveau Citroën C3 Aircross PureTech 110 S&S BVM Shine avec options Toit ouvrant vitré panoramique, Peinture métallisée, Toit Ink Black et Pack Color Orange (283 €/mois après un 1^{er} loyer de 2 200 € selon les conditions de l'offre détaillée ci-après). (1) Exemple pour la Location Longue Durée sur 36 mois et 30 000 km d'un Nouveau Citroën C3 Aircross PureTech 82 BVM Live neuf, hors option ; soit un 1^{er} loyer de 2 200 € puis 35 loyers de 159 € incluant l'assistance, l'extension de garantie et l'entretien au prix de 21 €/mois pour 36 mois et 30 000 km (au 1^{er} des deux termes échu). Montants exprimés TTC et hors prestations facultatives. Offre non cumulable, valable jusqu'au 30/06/18, réservée aux particuliers, dans le réseau Citroën participant et sous réserve d'acceptation du dossier par CREDIPAR/PSA Finance France, locataire gérant de CLV, SA au capital de 138 517 008 €, RCS Nanterre n° 317 425 981, 9 rue Henri Barbusse CS 20061 92623 Gennevilliers Cedex. *Selon autorisation préfectorale.

CONSUMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS (SOUS RÉSERVE D'HOMOLOGATION) : DE 4,0 À 5,7 L/100 KM ET DE 105 À 131 G/KM.

avis clients
★★★★★
CITROËN ADVISOR
citroen.fr

GRAND ANGLE

L'AVENIR ÉLECTRIQUE de la livraison

BRANCHÉ. Pour mettre un peu d'air dans le flot de livraisons qui engendrent pollution et embouteillages en centre-ville, les acteurs du secteur optent pour un dispositif mêlant véhicules électriques et mutualisation. Plusieurs projets innovants devraient voir le jour dans les années à venir.

Chaque jour, 14 000 livraisons ont lieu dans le centre-ville de Toulouse, à destination des commerces ou des particuliers. Entre l'urbanisation croissante et le développement de l'e-commerce, cette valse incessante est devenue un enjeu majeur. Entraînant les problèmes de congestion du trafic et de pollution qui ont par exemple conduit l'ancienne municipalité de Toulouse à élaborer, en 2012, une charte des livraisons en centre-ville. Cette dernière repose sur un système d'accréditation offrant notamment des possibilités de livraison élargie aux véhicules électriques de 3 à 20 mètres cube.

Dans le sillage, de nombreux acteurs de la livraison ont misé sur le courant. Le groupe La Poste, bien sûr, avec ses 2 300 véhicules électriques en Occitanie tous services confondus (Hexapack, Chronopost, DPD...) mais aussi de plus petites sociétés comme Altern'mobil, via ses tricycles électriques et même son quadricycle pouvant contenir 2 mètres cube, ou la start-up Appli-colis.

Tous tentent de résoudre l'équation entre les considérations environnementales et le prix du «dernier kilomètre» de la chaîne de transport qui s'envole en raison de la pression foncière éloignant les entrepôts de stockage du centre-ville. Le modèle économique du secteur de la logistique est ainsi à repenser. Car si

les véhicules électriques peuvent réduire la pollution, leur usage et l'investissement qu'ils nécessitent restent complexes. C'est donc toute la chaîne qui se réorganise en misant sur la mutualisation des flux. La société Géodis a ainsi fait de Toulouse une des villes pilotes de son projet Distripolis, qui combine une base logistique urbaine écologique (Blue) proche du centre avec

« Cette nouvelle organisation permettra d'aller plus facilement vers des transports doux »



un camion électrique nouvelle génération. Un programme qui se heurte pour l'instant à la difficulté de trouver un espace adéquat. Plus ambitieux, le consortium Lumin', composé de La Poste, de la Caisse d'Épargne et de Semmaris (gestionnaire du marché de Rungis), travaille à la création d'une zone de logistique mutualisée à l'horizon 2020 dans la zone de Fondeyre, en face du Grand marché de Toulouse. « Cette plateforme de 19 000 m² abritera un centre qui permettra de regrouper les marchandises arrivant de l'extérieur de la ville et de mutualiser leur livraison avec des véhicules électriques ou à faible émission », affirme la direction de la communication de La Poste.

En parallèle, une filiale du groupe, la société Evol, appelée à devenir rapidement une entreprise privée indépendante, offrira de nombreux services de mutualisation. « Nous proposerons par exemple aux commerçants du marché Victor-Hugo de récupérer en une seule fois toutes les marchandises qu'ils auront achetées au Grand marché. Cela évitera beaucoup de trafic », assure Alain Baret, directeur général d'Evol Toulouse. L'homme est persuadé que cette dynamique favorisera encore plus l'émergence des véhicules électriques : « Beaucoup d'acteurs sont prêts à passer le cap et cette nouvelle organisation leur permettra d'aller plus facilement vers des transports doux. C'est le moment où jamais. »

Nicolas Mathé ✍

À LA LOUPE

Une journée pour réduire LA FRACTURE NUMÉRIQUE

MULOT. L'événement qui se déroulera le 16 juin prochain entend donner à ceux qui ne maîtrisent pas Internet et ses usages, des outils pour les aider. S'il met l'accent sur les seniors, très touchés par la fracture numérique, Numeric'days veut aussi aiguiller les jeunes générations à mieux utiliser le Web, notamment lors de leurs recherches d'emploi.

13 millions. C'est le nombre de Français qui ne seraient pas à l'aise avec Internet. Parmi eux, une large part de seniors. Selon un baromètre publié par le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), 66% des personnes n'utilisant pas Internet sont âgés de plus de 65 ans. Un problème qui tend à s'intensifier vu l'usage toujours plus important du numérique dans les services administratifs ou bancaires. C'est notamment pour ce type de profil qu'a été créée Numeric'days. Organisé par plusieurs grandes sociétés (La Poste, Suez, Engie...) et par des collectifs numériques comme Les Reizoteuses,

association qui accompagne les femmes chefs d'entreprises, l'événement se donne pour ambition de réduire la fracture numérique. « Nous développons de plus en plus de services digitaux comme le paiement en ligne ou la gestion d'une facture d'eau. Ces avancées ne peuvent pas se faire si on laisse des gens sur le côté », souligne Maximilien Pelligrini, directeur général adjoint de Suez Eaux France. Au menu de cette première édition, des sessions d'information sur les bases du Web mais aussi deux pôles d'ateliers pratiques. L'un pour accompagner les seniors dans leurs démarches, l'autre pour aider les jeunes actifs demandeurs d'emploi. « Dans ce domaine, LinkedIn et Twitter sont les deux outils en plein essor », note Alexia Simonot, fondatrice des Reizoteuses. Un atelier nécessaire pour des jeunes friands de réseaux sociaux mais qui n'en mesurent pas toujours l'impact sur leur vie professionnelle.

Vanessa Vertus ✍



ET MAINTENANT ?

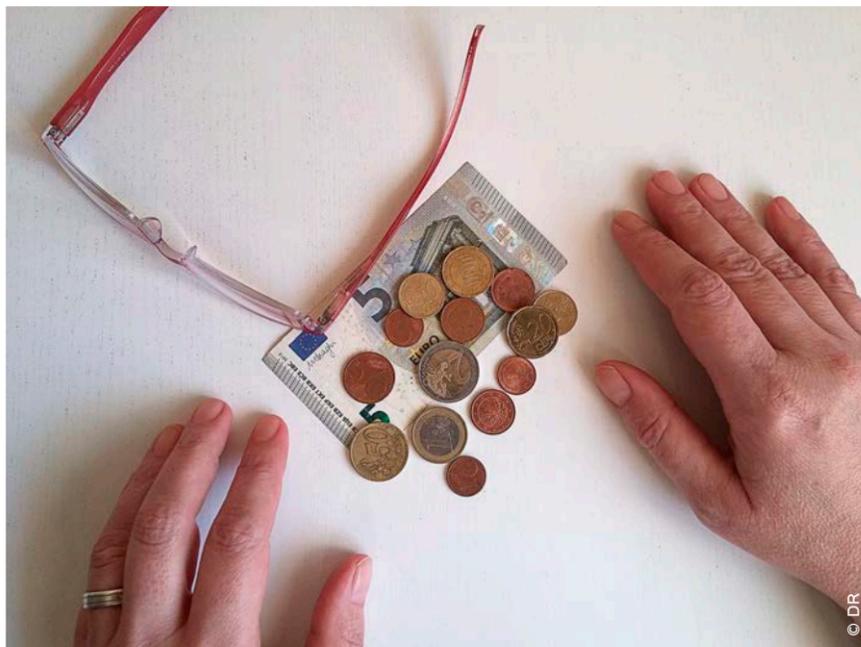
REVENU DE BASE : premiers scénarios pour une expérimentation

UTOPIE ? Treize départements, dont la Haute-Garonne, ont présenté les premiers résultats d'une enquête visant à expérimenter un revenu de base pour les plus défavorisés à partir de 2019. Explications.

Un revenu universel minimum et inconditionnel pour tous : l'idée fleurit depuis quelques années dans certains milieux économiques comme une solution face à la crise du plein emploi. Au point de trouver petit à petit une traduction politique, reprise durant la dernière campagne par le candidat PS Benoit Hamon. Aujourd'hui, 13 présidents socialistes de Départements veulent passer à la pratique. « Il ne s'agit pas d'un revenu universel mais d'un revenu de base, visant à fusionner le RSA et la prime d'activité, voire les allocations logement par exemple », précise Patrick Pignard, vice-président chargé de l'insertion au Conseil départemental de Haute-Garonne. L'inconditionnalité elle-même est relative puisque la mesure serait limitée à des critères de ressources même si certains aimeraient « aller au-delà de la simple solidarité et permettre d'ouvrir à des jeunes, des agriculteurs en conversion, des travailleurs de la culture ou des entrepreneurs », ajoute l'élu.

Porté depuis deux ans par la Gironde, ce projet concerne 13 départements, dont la Haute-Garonne, l'Ariège, l'Aude et le Gers. Les premiers scénarios chiffrés ont été présentés le 6 juin dernier à Bordeaux dans le cadre d'une journée d'études sur le sujet. La conclusion de six mois de

« Un revenu de base visant à fusionner le RSA et la prime d'activité, voire les allocations logement »



avec les budgets actuels des Départements. Un premier pas permettant « d'acter la mutation plus large vers une société où le plein emploi n'est plus possible », soutient Patrick Pignard. L'initiative se heurte pourtant à des difficultés de mise en place. Ainsi, François Bourguignon, professeur à Paris School of Economics considère que « fusionner les dispositifs existants constituerait déjà une énorme simplification et aurait beaucoup de sens ». Cependant, nuance-t-il, « si vous introduisez une condition de ressource, il faudra bien que les personnes les déclarent. Un nombre important de personnes risque de ne pas réclamer leurs droits », estime le spécialiste des questions de redistribution. Enfin,

consultation, durant laquelle plus de 15 000 personnes, dont 1500 en Haute-Garonne, ont répondu à une enquête en ligne. Les premiers éléments présentés évoquent un revenu variant de 450 à 730 euros selon les scénarios, pour une cohorte de 20 000 personnes, pendant une durée de deux ans. Le tout pour une enveloppe encore incertaine, qui pourrait aller de 4,4 à 25,7 milliards d'euros annuels financés

il faudra cet automne que les parlementaires valident l'initiative via une loi autorisant cette expérimentation. Interrogé la semaine dernière sur France Inter, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux semblait plutôt réticent : « Je ne considère pas que le minimum de base soit la bonne réponse. » De l'idée à la mise en œuvre, la route est donc encore longue, même si les promoteurs du revenu de base espèrent démarrer l'expérimentation au 1^{er} janvier 2019 dans tous les départements associés.

Grégoire Souchay ✍

ÇA BOUGE !

Un centre de SOLIDARITÉ pour les précaires

OCCUPATIONS. La Réquisition Abbé Pierre fondée par le Droit au Logement de Haute-Garonne, fait sa mue, et devient le Centre solidaire Abbé Pierre. Dans l'idée d'apporter un soutien psychologique aux personnes précaires, des activités et des services sont proposés bénévolement.



Face à la situation urgente de plusieurs familles vivant dans la rue, le Droit au logement 31 réquisitionnait, en janvier 2017, l'ancien service de dermatologie de l'hôpital de La Grave. Le bâtiment, jusqu'alors vacant, a accueilli 75 personnes et a été renommé Réquisition Abbé Pierre. Depuis, la majorité des familles ont été relogées dans des HLM et si 29 personnes occupent toujours les locaux, l'association change la fonction et le nom du bâtiment qui devient le Centre solidaire Abbé Pierre. Le lieu sert désormais d'autres desseins. « Maintenant que nous avons des salles libres, plutôt que de les mettre en

occupation, nous avons décidé de les dédier à des ateliers solidaires pour tous les précaires de Toulouse », explique Cédric Ubaldi, porte-parole du Dal 31. Selon un calendrier déterminé, des bénévoles proposent gratuitement des activités et des services : des cours de français, de l'aïkido, de la sophrologie, de la danse, des écoutes psychologiques, de l'aide administrative, des coupes de cheveux, etc. « Par ces actions, ces personnes s'occupent et se regroupent plutôt que de rester seules. Nous leur apportons du soutien et de la chaleur. Des bénévoles sont là pour les accueillir sans leur demander un centime. Tant que l'hôpital de La Grave ne porte pas plainte, ce centre de solidarité perdurera », conclut Cédric Ubaldi.

Valentin Grezet ✍

IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

Thomas LESAGE

Adolescent navigateur

À 14 ans, cet élève de 3^e du Lycée international de Colomiers se prépare à faire un grand voyage. En septembre, il va embarquer à bord d'un bateau-école. Son but: sensibiliser les enfants rencontrés lors des escales à la protection des océans.

✍ Maylis Jean-Préau



© Franck Alix / JT

GRAND LARGE À la rentrée scolaire, Thomas Lesage va embarquer pendant cinq mois à bord du Class Afloat, un bateau-école international sur lequel une cinquantaine d'écopiers vit et étudie. «*Nous partons d'Amsterdam avant de longer les côtes du Portugal, puis de rejoindre Dakar et enfin le Brésil*», raconte l'adolescent. Au cours de ce périple, il ira à la rencontre d'élèves dans les ports où il fera escale. «*Avec mes parents, nous avons créé une association pour encadrer le projet et j'ai préparé des documents sur les menaces pesant sur les océans*», précise-t-il.

PASSION «*Ma mère est Bretonne et chaque été, nous restons au bord de l'océan. Je fais de la voile, je pêche... Et j'ai constaté que la mer était de plus en plus sale!*», explique Thomas Lesage. Du haut de ses 14 ans, il estime qu'il doit faire quelque chose. Lors des dernières vacances de Toussaint, alors qu'il se baigne en Corse, il tombe sur une dizaine de jeunes: «*Ils vivaient sur un bateau-école, je me suis dit que ce serait mon moyen pour faire passer mon message.*»

SANS FRONTIÈRES Né dans une famille de voyageurs, Thomas Lesage a commencé très tôt à découvrir d'autres continents: Cap Vert, Afrique du Sud... «*Quand j'avais 8 ans, nous avons déménagé à Washington DC pendant trois ans. J'ai donc été à l'école américaine où l'enseignement comme les façons d'être des gens étaient très différents!*», raconte le jeune garçon bilingue.

CRAN S'il avoue avec humour avoir «*du mal à partir une semaine tout seul en colo*», Thomas Lesage est néanmoins un adolescent audacieux. Passionné par l'équitation, il n'a par exemple pas hésité à effectuer son stage de 3^e en Ariège, dans une écurie perdue dans la nature où il a «*vécu seul, dans un gîte entouré d'un troupeau de 50 chevaux!*»

ACTION En attendant le départ, l'agenda de Thomas Lesage est bien rempli: «*Avec ma mère, nous faisons le tour des mairies et continuons à chercher des partenaires pour financer mon projet.*» Il a d'ailleurs lancé un crowdfunding sur la plateforme gofundme.com. À son retour, le jeune homme partagera son expérience avec des écoliers toulousains.

TOP WEB



Marie-Pierre Vieu @mariepierreview 13/06: «Trop de "pognon" pour les aides sociales, trop de migrants, trop de cheminots, trop de dépenses de santé, trop de retraites, trop de droits... Avec @Emmanuel-Macron le «trop trop» est à droite toute, et jamais en trop d'humanité!! #Resistancesociale @PCF @humanite_fr @Regards_fr»

Georges Méric Pdt Haute-Garonne @Georges-Meric 12/06: «C'est pour renforcer l'efficacité des services publics de proximité indispensables au quotidien des Toulousains que @jlmoudenc Maire de @Toulouse et moi même avons signé un accord de partenariat. #ContratsdeTerritoires #AgirPourVous »

Nadia PELLEFIGUE @NadiaPellefigue 12/06: «Bravo @GiseleBiemouret, Députée du Gers: «On vous parle humanité, vous répondez droit maritime. On vous parle fraternité, vous répondez 'nous n'avons pas été saisis par les ONG'. Pensez-vous qu'aujourd'hui les naufragés de l'#Aquarius font du benchmarking des ports à accoster?»»

Tisséo 12/06 : «Dans le cadre du plan d'action de lutte contre le harcèlement sexiste dans les transports, Tisséo Voyageurs a initié la réalisation d'un film pédagogique pour le public scolaire, en partenariat avec

l'école régionale de la 2^{ème} chance (ER2C). Ce film est destiné aux actions socio-éducatives menées par Tisséo Voyageurs auprès des associations et des établissements scolaires.»

Carole Delga 11/06: «Depuis samedi, le Conseil régional des jeunes d'Occitanie est constitué: 158 citoyens de 15 à 29 ans, issus de nos 13 départements, à parité de filles et de garçons, sont prêts pour venir enrichir l'action régionale et préparer avec nous l'avenir de La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.»

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

En Marche apporterait son soutien à Jean-Luc Moudenc ? PAS SI SIMPLE

ADOUBEMENT. Christophe Castaner, délégué général de La République en Marche, a assuré que son mouvement pourrait soutenir le maire de Toulouse pour les prochaines municipales. Qu'en pensent les responsables locaux de LREM ?

Début juin, sur la chaîne Public Sénat, En Marche a une nouvelle fois fait bouger les lignes dans le paysage politique français en affirmant, par le biais de Christophe Castaner, que le mouvement pourrait apporter son soutien à des maires socialistes ou républicains en 2020. « Il y a des endroits où des maires élus avec une étiquette PS ou LR ont fait un super boulot. Ça pourra être le cas à Toulouse, comme partout, je n'exclus rien », a lancé le délégué général de LREM. Il n'en fallait pas plus, lorsque l'on connaît la proximité entre Jean-Luc Moudenc et le Premier ministre Édouard Philippe, pour que certains y voient une sorte d'adoubement du maire sortant. Tout n'est cependant pas si simple. Ainsi, le député Pierre Person, membre du bureau exécutif de LREM, a précisé certaines modalités, assurant notamment qu'« il faudrait être non étiqueté ».

Du côté de Pierre Casteras, référent En Marche en Haute-Garonne, on refuse le raccourci visant à dire que le mouvement va soutenir Jean-Luc Moudenc. Pour lui, les choses sont claires. « Il y a trois préalables. Que ces élus apportent leur soutien aux listes LREM aux échéances européennes. Qu'ils proposent un projet dans lequel les marcheurs se reconnaissent. Et qu'ils adhèrent à la charte des valeurs de la République en Marche. Dans ce cas, pourquoi ne pas travailler avec les élus issus de PS ou de LR ? Mais c'est à eux de se positionner », affirme-t-il. La décision serait donc entre les mains du maire sortant de Toulouse, élu en 2014 sur une liste qui réunissait déjà des sensibilités diverses. Certains de ses colistiers ont d'ailleurs depuis rejoint LREM.

Une position qui renforce Jean-Luc Moudenc aux yeux de Laurence Arribagé, adjointe au maire et présidente



des Républicains en Haute-Garonne. « C'est lui qui est maître du jeu. Il a été élu en étant LR et a vocation à le rester. Je ne vois pas l'intérêt qu'aurait LREM à vouloir imposer sa loi car cela conduirait à l'échec. Dans une terre de gauche comme la nôtre, avoir une liste LR d'un côté et une LREM de l'autre mènerait à la défaite des deux », assure-t-elle.

D'autant que Pierre Casteras explique : « Dans quelques mois, la question sera de savoir si nous sommes présents dans toutes les communes de Toulouse Métropole en tant que tête de liste ou si, au cas par cas, nous participerons à un projet municipal avec un maire PS, comme à Colomiers, ou un maire LR, comme à Toulouse. » Un grand écart qui ne faciliterait pas la création d'une majorité au sein de Toulouse Métropole mais qui permet à LREM d'occuper l'espace en vue des municipales.

Paul Périé ✍



TOUR OCCITANIE, début d'un feuilleton judiciaire ?

Alors que le permis de construire de la Tour Occitanie devrait être déposé avant la fin du mois, trois associations opposées au projet (Non au gratte-ciel de Toulouse, Droit au Logement 31 et les Amis de la Terre), étaient réunies ce mardi pour annoncer le lancement d'un recours gracieux. Ils demandent à Jean-Luc Moudenc de retirer la délibération du 12 avril exonérant le promoteur, la Compagnie de Phalsbourg, de ses obligations en matière de logements sociaux. Ces dernières menacent de mener une procédure juridique commune devant le tribunal compétent.

POLITIC' PORTRAIT

Joël AVIRAGNET

Le rescapé



Dernier député socialiste en Occitanie, Joël Aviragnet laboure autant ses terres commingeoises que les couloirs de l'Assemblée. Persuadé et fier d'être utile.

Il revient de loin. Après l'invalidation d'une première élection en juin 2017, le socialiste Joël Aviragnet a été réélu en mars député du Comminges et du Savès, avec plus de 70% des suffrages : « Ce score est ma plus grande fierté politique, car on m'avait traité de fraudeur, de beaucoup de choses qui m'avaient atteintes... » Membre du groupe Nouvelle Gauche à l'Assemblée nationale, il apprend à travailler dans l'opposition, après avoir suppléé à Carole Delga durant la législature précédente, quand elle fut nommée secrétaire d'État au Commerce, à l'artisanat et à l'économie solidaire. Son crédo, c'est le terrain : « Je n'ai jamais tenu de permanence derrière un bureau ! Si vous n'allez pas voir les gens, vous ne pouvez pas savoir ce dont ils ont besoin. » Des bergers luchonnais aux céréaliers rieumoises, l'homme laboure donc inlassablement ses terres, qui s'étendent sur 183 communes. Il s'oppose bien sûr à la réduction de 30% du nombre de parlementaires voulue par Emmanuel Macron, car « les circonscriptions s'agrandiront mécaniquement et cela deviendra ingérable ».

D'autant que Paris l'accapare. N'allez pas lui faire remarquer qu'on ne l'a pas vu dans l'hémicycle lorsqu'ont été repoussés les amendements interdisant l'usage du glyphosate d'ici à 2021, car il vous répondra qu'il siégeait au même moment à la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Projet d'exonération des heures supplémentaires ou d'adaptation de la société au vieillissement, ses tâches y sont aussi variées que prenantes : « Je n'ai plus de vie à moi et je ne dors pas beaucoup ! Mais je ne me plains pas, c'est passionnant », confie le sexagénaire, qui ne s'accorde que trois jours de repos par mois.

Il est parallèlement maire depuis dix ans de Encausses-Thermes, le village de 700 âmes où il a grandi, au sein d'une famille très modeste : « Je viens du monde ouvrier, mais mon père me disait que mon avenir n'était pas à l'usine. » Il ne croyait pas si bien dire. Educateur spécialisé puis directeur d'établissement pour les jeunes en difficulté jusqu'en 2014, Joël Aviragnet passe manifestement le plus clair de son temps à s'occuper des autres : « Vous vous rendez compte de la chance que j'ai ! »

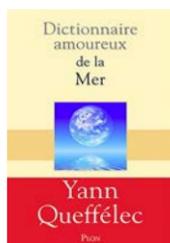
Philippe Salvador ✍



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet :
Jeux concours

*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE

"Dictionnaire amoureux de la mer"

Ce livre dit la mer, il dit l'aimer, l'avoir toujours aimée: il ne dit pas toute la mer, vaine ambition d'un fou. Ce livre dit le vieil homme et la mer, la femme et la mer, une lutte contre soi, contre ses rêves, une quête à la vie à la mort de l'horizon ni près ni loin, une osmose avec les éléments dont l'être humain fait partie. Ce livre dit la mer et les marins, les écrivains, les travailleurs du grand métier, les artistes charmés, charmeurs, les damnés du poisson. Il dialogue avec l'univers par-dessus les jours et les flots.



LIVRE

"Réveille-toi!"

Basile Caplain est un gref-fé du coeur qui vit reclus, sans travail ni perspective. Sa seule obsession: dormir le moins possible, car ses nuits sont peuplées de cauchemars. Son unique ami, Ali, le gérant d'une station-service, est passionné par les faits divers. Un soir, ce dernier lui parle du meurtre barbare d'une jeune femme. Or, ce crime atroce, c'est exactement le rêve que Basile a fait deux jours plus tôt...

SORTIR

Une vitrine pour LE STREET-ART TOULOUSAIN



FRESQUE. Du 15 juin au 15 juillet, 31 œuvres éphémères de street-art, réalisées par dix artistes toulousains, seront visibles dans tout le centre-ville dans le cadre du festival #31 Street. Collages, customisation de mobilier et décoration de vitrines, tout un parcours piétonnier a été pensé pour inviter les Toulousains, comme les touristes, à porter un nouveau regard sur la Ville rose.

Au milieu du boulevard de Strasbourg, Cédric Lascours alias Reso, l'un des pionniers du graff toulousain, s'attaque à un banc en béton avec ses bombes de peinture aérosol. Concentré et précis, il entremêle les lignes et mélange les couleurs pour créer un motif à la calligraphie complexe, dans le plus pur "wild style". Malgré les apparences, il ne risque pas de poursuites pour dégradation de bien public. L'œuvre qu'il est en train de réaliser, peinte sur un film plastique protecteur, est éphémère et fait partie de l'événement #31 Street, organisé en partenariat avec la Chambre de commerce et de l'industrie de Toulouse et la Fédération des commerçants, artisans et professionnels du centre-ville. «Cet événement s'inscrit dans le cadre d'un projet global de quatre saisons commerciales et culturelles à Toulouse. Le but est autant de valoriser le patrimoine toulousain que de favoriser le tourisme en centre-ville, pour que cela profite aux commerçants. Nous avons l'ambition de

faire de la ville un musée à ciel ouvert et d'imposer Toulouse comme une référence nationale du street-art», annonce Michel Lacroix, président de la commission du développement du tourisme et du commerce à la CCI.

Dans les allées du marché des Carmes, sur les palissades des chantiers du métro ou au centre des congrès Pierre-Baudis, ce sont 31 œuvres qui seront réalisées par dix artistes 100% toulousains, avant d'être retirées un mois plus tard. «Pour cette édition, nous avons pris soin de proposer des styles et des techniques différents. Le but était de montrer des choses que l'on n'a pas l'habitude de voir, par exemple en customisant du mobilier urbain. Toulouse est une belle ville avec de belles rues. Mais quelques surprises de temps en temps, ça ne fait pas de mal», relève Reso, également directeur artistique de l'événement. Les passants pourront, au grès de leurs promenades ou en suivant un plan balisé et disponible chez les commerçants, observer des propositions plus originales et colorées les unes que les autres.

« Nous avons l'ambition de faire de la ville un musée à ciel ouvert »

« J'ai tout de suite été séduite par l'idée d'investir la ville », reconnaît Simone, Caroline Suarez de son vrai nom, graphiste et illustratrice qui posera ses énormes stickers aux abords de la place Wilson. «C'est la première fois que je travaille sur d'aussi grands formats. Au début, j'étais impressionnée, mais j'ai découvert une très grande liberté. J'ai repris le principe du blaze, la signature des graffeurs, que j'ai adapté à mon univers, très onirique, gai et plein de couleurs. Je trouve les commerçants très courageux d'avoir joué sincèrement le jeu de la carte blanche.» Cette dimension monumentale est une ambition assumée par l'insatiable directeur artistique. «Pourquoi ne pas habiller complètement la rue d'Alsace-Lorraine lors d'une prochaine édition? À Toulouse, on a les compétences et les artistes pour!», songe déjà Reso. Vu l'engouement suscité par l'événement, il n'est pas impossible que quelques surprises viennent s'ajouter au programme.

Nicolas Belaubre ✍



QUATRE saisons culturelles

En programmant quatre saisons culturelles et touristiques, la CCI de Toulouse souhaite faire de la Ville rose une destination phare européenne. Après un été dédié aux arts urbains, l'automne mettra la gastronomie et les braderies à l'honneur, puis les fêtes de fin d'année cet hiver et, enfin, la musique classique et les couleurs au printemps.

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



CONSTITUTIONS



THEMIS CONSEILS
YOUSOUPOV
MANTOVANI-LEFEVRE
ARAGOU
Société d'Avocats
102 Avenue Jean Rieux
31500 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 31 mai 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : GROUPE CSP
Forme sociale : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 189, Route de Revel TOULOUSE (31400)

Objet social : La prise de participation dans toute personne morale et en particulier dans la société C.S.P. PROMOTION, société par actions simplifiée au capital de 70.000 € dont le siège social est sis à TOULOUSE (31400), 189, Route de Revel, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 788 654 796 et la gestion de ladite participation. La souscription et la gestion de participations financières directes ou indirectes dans toutes sociétés de toutes formes par voie d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion absorption ou par toutes autres modalités, ayant notamment une activité relative à la promotion immobilière, la construction, la rénovation, la démolition de maisons individuelles et de tous immeubles et constructions en vue de leur vente, et marchand de biens ; la cession de ces participations financières. La prise de participation financière directe ou indirecte dans toutes sociétés pouvant se rattacher à l'objet social. La gestion administrative et financière des sociétés filiales ; la réalisation de toutes prestations de services de conseil et d'assistance au profit des filiales dans les domaines administratif, financier, commercial, du marketing et du management. La participation directe ou indirecte dans toutes opérations industrielles ou commerciales quelconques par voie de création de sociétés nouvelles, apport, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, prise en gestion, association en participation ou autrement. La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités spécifiées ; La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 377.000 €

Mode d'admission aux Assemblées : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives.

Exercice du droit de vote : Sous réserve des dispositions légales, chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Cession des actions : Toute cession à un tiers non actionnaire est soumise à agrément donné par décision collective prise à la majorité absolue des actionnaires présents ou représentés, et sous réserve du respect du droit de préemption conféré aux actionnaires.

Président : Monsieur Pierre SIRBA, né le 22 juillet 1955 à BERARD (ALGERIE), demeurant 20, Allée Anne Frank à SAINT-JEAN (31240).

Directeur général : Monsieur Clément SIRBA, né le 21 juin 1982 à PERIGUEUX (24), demeurant 14 C, Chemin des Plantiers à FROUZINS (31270).

Commissaire aux comptes titulaire : Monsieur Philippe HIRIART-DURRUTY, domicilié 10, Rue du 14 juillet à TOULOUSE (31100).

Commissaire aux comptes suppléant : Monsieur Pascal COMBEFREY-ROUX domicilié 101, Boulevard de Suisse, Immeuble le Vincennes à TOULOUSE (31200), Commissaire aux comptes suppléant.

Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis

THEMIS CONSEILS

YOUSOUPOV
MANTOVANI-LEFEVRE
ARAGOU
Société d'Avocats
102 Avenue Jean Rieux
31500 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 31 mai 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : LES VILLAS DE LOURMET

Forme sociale : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 189, Route de Revel TOULOUSE (31400)

Objet social : La prestation de tous services pour la promotion immobilière : L'étude, la réalisation, la direction, l'entreprise générale et la sous-traitance de tous travaux d'aménagement et d'équipement de terrains et de construction de tous immeubles d'habitation, à usage industriel ou commercial, pour son propre compte ou pour le compte de toutes personnes physiques ou privées. L'étude technique et la promotion de toutes constructions. A cet effet, directement ou indirectement, toutes opérations techniques, administratives et financières en vue de construire ou de favoriser la mise en œuvre de programmes immobiliers. La gestion et la commercialisation du ou des programmes immobiliers. Aux effets ci-dessus, la conclusion de tous contrats et marchés de travaux nécessaires, par adjudication, par appel d'offres, de gré à gré ou sur mémoire, recevoir les travaux, liquider les marchés, et généralement accomplir tous actes qu'exigent la réalisation du ou des programmes immobiliers. L'acquisition et la vente de terrains. L'aménagement, l'équipement, le lotissement de tous terrains, et toutes prestations de services en immobilier. La participation directe ou indirecte dans toutes sociétés ayant le même objet social.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1.000 €

Mode d'admission aux Assemblées : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives.

Exercice du droit de vote : Sous réserve des dispositions légales, chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Cession des actions : Toute cession à un tiers non actionnaire est soumise à agrément donné par décision collective prise à la majorité absolue des actionnaires présents ou représentés, et sous réserve du respect du droit de préemption conféré aux actionnaires.

Président : Monsieur Pierre SIRBA, né le 22 juillet 1955 à BERARD (ALGERIE), demeurant 20, Allée Anne Frank à SAINT-JEAN (31240).

Directeur général : Monsieur Clément SIRBA, né le 21 juin 1982 à PERIGUEUX (24), demeurant 14 C, Chemin des Plantiers à FROUZINS (31270).

Commissaire aux comptes titulaire : Monsieur Philippe HIRIART-DURRUTY, domicilié 10, Rue du 14 juillet à TOULOUSE (31100).

Commissaire aux comptes suppléant : Monsieur Pascal COMBEFREY-ROUX domicilié 101, Boulevard de Suisse, Immeuble le Vincennes à TOULOUSE (31200), Commissaire aux comptes suppléant.

Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Colomiers le 4 juin 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : Artisans de France 31

Forme sociale : Société par actions simplifiée,

Siège social : 14 chemin de la chasse 31770 Colomiers,

Objet social : Tous travaux de plomberie, sanitaire, chauffage, fourniture et pose, entretien et maintenance - Vente, pose, installation, maintenance, dépannage et réparation de toutes climatisations et chambres froides.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés,

Capital social : 1 000 euros libérés en totalité,

Agrément : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément des actionnaires.

Exercice du droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Président : M. Eric DUBOIS, né le 16/12/1976 à Nancy (54), Demeurant au 238 avenue du couchant, le paradis du soleil, 3D4, 34280 LA GRANDE MOTTE.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis, Le Président

Par Assp du 29.5.2018, il a été constituée une SASU dénommée : ANKARA KEBAB. Sigle : AK. Capital : 300€. Siège : 3 Chemin Jean Gallia, 31100 Toulouse. Objet : Restauration rapide : kebab, sandwiches chauds et froids, boissons sur place et à emporter. Durée : 99 ans. Président : Mr ARDIC Mehmet, 3 Chemin Jean Gallia, 31100 Toulouse, pour une durée indéterminée. Admission aux assemblées et droit de vote : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Transmission des actions : Cessions libres entre associés et soumises à l'agrément préalable du Président de la société envers les tiers. Immatriculation au RCS de Toulouse

KLIMA RIV'AIR
SARL au capital de 25.000 €
Siège : ZI TRIASIS RUE BENJAMIN FRANKLIN 31140 LAUNAGUET
493339915 RCS TOULOUSE

Aux termes du PV de l'AGE du 31 mai 2018, il résulte que : le siège social a été transféré au 62 Impasse de Lespinouse 31140 AUCAMVILLE, à compter du 1 juin 2018. Modification au RCS de TOULOUSE. L'article 4 « siège social » des statuts a été modifié en conséquence.

NFH

SARL au capital de 7500 €
Siège social : 420 Clos De La Courtine
93160 NOISY LE GRAND
809 931 967 RCS de BOBIGNY

Par AGE du 10/01/2018, il a été décidé de transférer le siège social au 11 Route De Gragnague BEAUPUY 31130 BALMA, à compter du 10/01/2018.

Gérant : Mr ACHARD Max chemin des canalettes 34130 MAUGUIO.

Radiation au RCS de BOBIGNY et Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Forme : SARL. Dénomination : A URGENGE DEPAN'GAZ, au capital de 1000 €. 482120326 RCS Toulouse. L'AG Extraordinaire du 12/06/2018 a décidé de transférer le siège social de la société du 182 CHEMIN DE BOUDOU 31140 LAUNAGUET au 243 CHEMIN DE BOUDOU 31140 LAUNAGUET à compter du 12/06/2018. Modifications au RCS TOULOUSE

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 13/05/2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : JOTY

Forme : Société par actions simplifiée

Objet : laverie, pressings

Capital : 500 euros en numéraire

Siège social : 2, place Robert Schuman, 31000 TOULOUSE

Durée : 99 années

Président : M. Jean-Paul AZIZA, demeurant 92, avenue de Lavaur, 31500 TOULOUSE

Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, Le Président

TRANSFERTS DE SIÈGE SOCIAL

AD HOME IMMOBILIER

Société à responsabilité limitée
Au capital de 9 500 €
Siège social : 1 Place de la Bastide
31470 SAINT LYS
Siret : 509816260

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale mixte du 4 Juin 2018, il a été décidé :

- de transférer le siège social à SAINT LYS (31470) 1 Place René Bastide à compter du 1er Juin 2018.

L'article 4 - SIEGE SOCIAL des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention

Le siège de la société est fixé au : 9 Place de la Liberté 31470 SAINT LYS

Nouvelle mention

Le siège de la société est fixé au : 1 Place René Bastide 31470 SAINT LYS

RCS : TOULOUSE

Pour avis, La co-gérance

MOMA

Société à responsabilité limitée
au capital de 10.000 €
Siège : 127 Route de Bayonne
31000 TOULOUSE
751737032 RCS de TOULOUSE

Par décision de l'AGE du 04/06/2018, il a été décidé de transférer le siège social à compter du 01/06/2018 au 54 Rue Peyrolères 31000 TOULOUSE. Mention au RCS de TOULOUSE.

SARL ERES PICINES

SARL au capital de 1 000 euros
Siège social : 164 route de Revel
31400 TOULOUSE
RCS : TOULOUSE : 814 092 417

Aux termes d'une délibération en date du 1er janvier 2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du : 164 route de Revel 31400 TOULOUSE au 8 boulevard de la Leze 31600 EAUNES à compter du 1er janvier 2018, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

La Présidence

MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)



BLUE TEAPOT

S.A.R.L au capital de 10 000 euros
5 Impasse de la Colombe
31000 Toulouse
RCS de Toulouse : 811 029 032

Aux termes de l'Assemblée générale extraordinaire du 31/03/2018, les associés acceptent la démission de Mme Christelle PECCEU de sa fonction de gérante.

Mme Florence PECCEU assure donc seule la fonction de gérante à compter de ce jour.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.

Pour avis, La gérance.

Avis de changement de direction

Dénomination : EL HAMMOUMI

Siège social : 32 Route Départementale 820, 31790 Saint Jory

Forme juridique : SAS

Capital social : 4 000€

RCS Toulouse : 478 348 931

L'A.G.O. de la Sas EL HAMMOUMI, tenue exceptionnellement le 02/05/2018, prend acte de la démission de M. EL HAMMOUMI Ahmed du poste de Président, et décide de nommer Mlle EL HAMMOUMI Souhaila, demeurant au 1 rue Emile Heybrard 31 300 Toulouse, en remplacement de M. EL HAMMOUMI Ahmed, au poste de Président de la SAS, à compter du 02/05/2018.

L'Assemblée a décidé de nommer, M. EL HAMMOUMI Ahmed demeurant au 113 Avenue du Sers, 31 140 St Alban, au poste de Directeur Général de la SAS, à compter du 02/05/2018.

L'Assemblée a décidé de nommer, M. EL HAMMOUMI Mounir demeurant au 113 Avenue du Sers, 31 140 St Alban, au poste de Directeur Général de la SAS, à compter du 02/05/2018.

Pour avis, la Présidente.

Le 29/09/17, l'Associée Unique de la S.A.S FONCIA MPI, au capital de 157.075 €, sise à BALMA (31) – ZAC de Balma Gramont - 4, avenue de Gallée, 302 814 389 RCS TOULOUSE, a décidé de nommer à compter du 01/10/17, en qualité de Président M. Franck MARTIN dt à FONTENILLES (31) – 5 bis, chemin Saint Flour en remplacement de M. Alain PAVIET SALOMON, démissionnaire.

Patrick PARTOUCHE

AVOCAT
19 Chemin de Nicol
31200 TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 6 Juin 2018 il a été constituée une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société Civile Immobilière

DENOMINATION : SCI C2LA

OBJET : L'acquisition, la propriété, l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous immeubles et droits immobiliers, et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

CAPITAL : 900 €

SIEGE SOCIAL : 42 Rue des Cailles (31240) L'UNION

DUREE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.

GERANCE : Lucie CHAMONTIN, demeurant 30 Rue de la Pomme à TOULOUSE (31000)

Alexandre LELEU, demeurant 42 Rue des Cailles à L'UNION (31240)

CESSION DE PARTS : les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Toutes les autres cessions sont soumises à agrément.

IMMATRICULATION : Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

Pour Avis

Suivant acte authentique en date du 05/06/2018, il a été constitué une sarl. Dénomination : J.C.M.D. Nom commercial : Pasta Pizza. Objet : Vente de pizzas, pâtes, sandwich, burger, frites, salades, boissons café, thé et toute sorte de restauration à emporter ou à livrer. Siège social : 89, Boulevard Silvio Trentin 31200 Toulouse. Capital : 10000 €. Durée : 99 ans. Gérance : M. Jordan Da Silva Miranda, 71, Boulevard Silvio Trentin 31200 Toulouse. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Par acte du 07/06/2018 il a été constituée la SASU CONCEPT PLATRERIE 31 au 14 rue des camélias, 31700 BEAUZELLE.

Objet : Travaux de plâtrerie

Capital : 100 euros

Durée : 99 ans

Président : Monsieur KASSOUCE Miloud demeurant au 14 rue des camélias, 31700 BEAUZELLE.

Votes : chaque actionnaire est convoqué aux assemblées.

Chaque action donne droit à une voix.

Clause d'agrément : les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du président de la société.

Immatriculée RCS Toulouse

Avis est donné de la constitution de l'EURL «AUX PETITS BONHEURS » sous le sigle «APB» au capital de 1000 euros. Siège social : 56, route de Pyrénées, 31190 MIREMONT. Objet : Epicerie, commerce de détail. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS TOULOUSE. Gérant : M. LE Phu Khanh Hung demeurant 26 Place des Consuls, 46000 CAHORS nommé pour une durée indéterminée.

Pour avis

SAS SY
 Au capital de 500 €
 Siège social :
 108, route d'Albi – 31200 Toulouse
 RCS Toulouse : 811 716 331

Avis de publicité

Aux termes d'une décision d'associé unique intervenue le 13/06/2018, il résulte qu'il a été pris acte de la démission de Monsieur Amine FADIL de ses fonctions de Président de la SAS SY ayant pris effet au 12/06/2018 et de Monsieur Ilias KHOYA, Directeur général de la SAS SY, à compter également du 12/06/2018. Aux termes de cette décision, Monsieur Abed BEKKOUICHE - né le 8/05/1985 à Toulouse, demeurant 18 chemin de bordeblanche, 31100 Toulouse, associé unique de la SAS SY depuis la cession d'actions intervenue le 12/06/2018 a été désigné Président de la SAS SY pour une durée indéterminée, à compter du 13/06/2018.
 Mention sera faite au RCS : Toulouse

Pour avis,

DELMAFER
 Société à Responsabilité Limitée
 Au capital de 1 200 €
 Siège social : 36 rue Gilles de Gennes
 31670 LABEGE
 RCS TOULOUSE 821 382 983

Aux termes d'une délibération en date du 5 avril 2018, la collectivité des associés a pris acte de la décision prise par M. Gaëtan DELMAS de démissionner de ses fonctions de cogérant et a nommé en qualité de nouveau cogérant statutaire Mme Sandra FERNANDEZ, demeurant 14 rue des 3 Pigeons - Villa n° 10 - 31200 TOULOUSE, pour une durée illimitée à compter du 5 avril 2018.

L'article 17 des statuts a été modifié en conséquence et le nom de Mme Sandra FERNANDEZ a été substitué à celui de M. Gaëtan DELMAS.

Pour avis
 La Gérance

AUTO LINE 31 SAS
 Au capital de 2 000 €
 7 rue François Verdier
 31830 PLAISANCE DU TOUCH
 RCS DE TOULOUSE 825 216 310

En date du 08/06/2018, L'AGE décide d'accepter Monsieur Kévin GERARDIN, demeurant 4 rue des Demoiselles De Gascogne - 31270 Frouzins, en tant que président en remplacement de Monsieur Ludovic NIEMEN.

Pour Avis
 La Présidence

TERRASUD 31
 SAS au Capital de 2 000 Euros
 Siège Social : Quartier de l'Eglise
 31 220 SANA
 RCS : TOULOUSE 752 154 419

Il résulte du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale mixte du 18.05.2018 que les associés ont pris acte de la démission de Monsieur Mickaël DAROLLES de son mandat de Directeur Général de la société avec effet du 18.05.2018, Monsieur Laurent PETIT demeurant Président de la société.

POUR AVIS
 LE PRESIDENT

CESSIONS FONDS DE COMMERCE



Avis de Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Antoine GINESTY Notaire Associé à TOULOUSE (31) 4 et 5 place Wilson, le 05/06/2018, enregistré au SPFE TOULOUSE 3 le 08/06/2018 dossier 2018 27863 réf. 2018N01460 ; La Société LE CLOS DE FRANCOIS, S.A.R.L au capital de 8000€ dont le siège est à TOULOUSE (31400) 150 152 Grande Rue Saint-Michel, immatriculée sous le n°751718016 au RCS de TOULOUSE ; A cédé à la Société L'ABREUVOIR, S.A.R.L. au capital de 500 € dont le siège est à TOULOUSE (31400) 150-152 grande rue Saint-Michel, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n°839491628 ; Un fonds de commerce de cave à vin - restaurant exploité à TOULOUSE (31400) 150-152 Grande rue Saint-Michel, connu sous le nom commercial LE CLOS DE FRANCOIS, avec tous les éléments corporels et incorporels composant ledit fonds ; Moyennant le prix de 35.000€ s'appliquant aux éléments incorporels pour 29.000€ et au matériel pour 6.000€ ; Entrée en jouissance au 05/06/2018. Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la dernière en date des insertions légales à Me Antoine GINESTY, notaire associé à TOULOUSE (31) 4 et 5, place Wilson.

Pour avis, Me GINESTY.



Avis de cession

Suivant acte sous seing privé à Labège (HG) du 14 mai 2018, enregistré à la Recette des Impôts Toulouse 3, le 31 mai 2018, Dossier 2018 25826, réf 2018 A05902,

La société SELARL BENOIT et associés prise en la personne de Maître Olivier BENOIT, demeurant 17, rue de Metz à Toulouse (31071), es-qualité de liquidateur judiciaire, nommée par jugement du tribunal de commerce de Toulouse en date du 13 février 2018, de la société « SARL CASTANET AUTOMOBILES », SARL au capital de 37 800 €, immatriculée au RCS Toulouse B 449 830 082, sise 5bis avenue Paul Riquet, Labège (HG), dûment représentée par Maître Xavier LASSUS, Labège (HG), 55, voie l'occitane, avocat près la Cour d'appel de Toulouse, en vertu d'une procuration à cet effet du 2 mai 2018,

A CEDE A
AUTO SERVICE CEM, SAS au capital social de 2.000 €, RCS TOULOUSE B 837 732 932, dont le siège social est Toulouse (31400), 55, avenue Louis Breguet, Bâtiment 7, prise en la personne de son représentant légal, Mr Valid ISTAMOULOV et de son associé unique Mr KURBANOV,

Un fonds de commerce de réparation automobile, carrosserie, peinture, achat et vente de véhicules neufs et d'occasion, sis et exploité 5bis, avenue Paul Riquet, LABEGE (31670) moyennant le prix de 70.000 € payé comptant avant la signature (50.000 € élts incorporels ; 20.000 € élts corporels).

La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 04 mai 2018.

Les oppositions, s'il y a lieu seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, au cabinet de Me Xavier LASSUS, avocat, 55, voie l'Occitane, bâtiment Actys 1 à LABEGE (31670).

Pour avis

MODIFICATIONS OBJET SOCIAL

S.A.R.L. LOGISTICOLIS
 Capital Social : 60 000 Euros
 55, Boulevard de Suisse
 1, Rue Ferdinand Lassalle
 et Rue Dayé
 31200 TOULOUSE
 RCS DE TOULOUSE 803 110 196

Aux termes de l'assemblée générale du 29 mars 2018 à TOULOUSE (31400), il a été décidé de la modification de l'objet social de la société à compter du 29 mars 2018.

En conséquence, l'article 2 des statuts intitulé « OBJET » est modifié ainsi qu'il suit :

- Ancienne mention : « La société a pour objet : le transport public routier de marchandises au moyen de véhicules n'excédant pas un poids maximum autorisé de 3,5 tonnes, le transport de petit colis, le colportage d'imprimés, l'acheminement de courrier et de la presse, les courses express, l'exercice de l'activité de commissionnaire de transport (...) ».

- Nouvelle mention : « La société a pour objet : le transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes, le transport public routier de marchandises au moyen de véhicules n'excédant pas un poids maximum autorisé de 3,5 tonnes, le transport de petits colis, le colportage d'imprimés, l'acheminement de courrier et de la presse, les courses express, l'exercice de l'activité de commissionnaire de transport, les opérations logistiques de stockage, préparation, manutention, (...) ».

Le reste de l'article restant inchangé.

Pour avis, le représentant légal



Antoine GINESTY Sébastien SALESSES
 Notaires associés
 Successeurs de Maître Ginesty (Père et Fils) et de Maître Combarieu ETUDE PLACE WILSON

SCI FRANCK ET SYLVIE SICOT
 Société Civile Immobilière au capital de 2000€
 Siège : ZAC du grand Noble – Rue Raymond Grimaud - 31700 BLAGNAC
 RCS TOULOUSE n° 444585400

Les associés, réunis en AGE à TOULOUSE le 28/08/2017, ont décidé d'étendre, à compter du même jour, l'objet social de leur société aux opérations d'emprunt auprès de tout établissement bancaire, avec possibilité d'octroyer à titre accessoire et exceptionnel, toutes garanties et notamment hypothécaires, sur les immeubles appartenant à la société, dès lors que l'opération sera conforme à l'objet civil de la société et que celle-ci sera susceptibles d'en favoriser le développement. L'article 2 est modifié en conséquence. Mention est faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

3G PARTENARIAT
 SAS au capital de 7 000 euros
 Siège social : 5 avenue de Versailles
 31700 CORNEBARRIEU
 RCS TOULOUSE 823 766 258

Aux termes d'une délibération en date du 09/05/2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de modifier l'objet qui devient : - Fabrication, vente de pizzas, plats cuisinés, restauration rapide, vente de glaces, boissons groupe 2 et 3 - La vente de tous produits alimentaires, d'épicerie fine et produits régionaux, et de modifier corrélativement l'article 3 - OBJET SOCIAL des statuts.

Pour avis
 Le Président



Avis de modification de l'objet social

SCI ROMAIN, société Civile Immobilière au capital de 45.734,41 €,
 Siège social : 7 Rue Albert Camus
 31800 SAINT GAUDENS
 RCS TOULOUSE : 401 241 708

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 mai 2018, il a été pris acte de la modification de l'objet social de la société à compter de cette même date, à :

l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

L'article 2.3 des statuts a été modifié en conséquence.

Le dépôt sera effectué au RCS de TOULOUSE.

ELYADE SARL au capital de 8.000 € sise 29 RUE JEAN MONNET 31240 ST JEAN 491206470 RCS de TOULOUSE. Par décision de l'AGE du 01/02/2018, il a été décidé d'étendre l'objet social à : gestion, location, commercialisation de biens immobiliers, l'activité de mandataire d'intermédiaire d'assurance en sus de celles de Transaction, activité de société holding, prestations aux sociétés du groupe et sociétés tierces. Mention au RCS de TOULOUSE

SAS Dénomination : SERENITE HABITAT, au capital de 3000 €. SIEGE: 24 avenue Georges Brassens 31700 BLAGNAC, N° 837809391 RCS TOULOUSE.

L'AGE, du 28/02/2018 a décidé : - l'extension de l'objet social : commercialisation de produits pour l'amélioration de l'habitat.

Modifications au RCS TOULOUSE.

MODIFICATIONS CAPITAL SOCIAL



THEMIS CONSEILS YOUSOUPOV MANTOVANI-LEFEVRE ARAGOU
 Société d'Avocats
 102 Avenue Jean Rieux
 31500 TOULOUSE

FFLY4U
 Société par Actions Simplifiée
 Au capital de 3.110,11 €
 Siège social : 3 Avenue Didier Daurat
 31400 TOULOUSE
 RCS TOULOUSE 811 700 384

Aux termes d'une assemblée générale à caractère mixte en date du 22 mai 2018 et du procès-verbal des décisions du Président du 28 mai 2018, il a été décidé :

D'augmenter le capital social d'un montant de 544,67 €, pour le porter de 2.346,15 € à 2.890,82 €, par apport en numéraire d'un montant de 931.385,70 €, par création et émission de 54.467 Actions de Préférence avec Bons de Souscription d'Actions de Préférence 2018 (APBSAP2018), d'une valeur nominale de 0,01 € chacune, assorties chacune d'une prime d'émission de 17,09 €.

D'augmenter le capital social d'un montant de 219,29 €, pour le porter de 2.890,82 € à 3.110,11 €, par apport en numéraire d'un montant de 299.988,72 €, par création et émission de 21.929 Actions de Préférence avec Bons de Souscription d'Actions de Préférence 2018 BIS (APBSAP2018 BIS), d'une valeur nominale de 0,01 € chacune, assorties chacune d'une prime d'émission de 13,67 €.

Ancienne mention : capital social 2.346,15 €, Nouvelle mention : capital social 3.110,11 €.

En conséquence, les articles 6 « AP-PORTS-FORMATION DU CAPITAL » et 7 « CAPITAL SOCIAL » des statuts ont été modifiés.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

SCI SILHOUETTE
 Société Civile Immobilière
 Au capital de 152 449,02 €
 porté à 161 000 €
 Siège social : 28 allée Charles de Fittes - 31300 TOULOUSE
 RCS TOULOUSE 381 162 585

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en date du 17 avril 2018 a décidé : - a décidé d'augmenter le capital social de 13,101 € par l'incorporation directe de réserves au capital,

- a décidé et réalisé une augmentation du capital social de 8 537,88 € par apports en numéraire.

En conséquence, l'article 7 des statuts a été modifié.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
 Ancienne mention :
 Le capital social est fixé à 152 449,02 €. Nouvelle mention :
 Le capital social est fixé à 161000,00 €. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis,
 La Gérance.

DGK FINANCE
 SAS au capital de 190.001 €
 Siège : CHEZ ETHICS BIOTOPE
 2 AVENUE L ESCADRILLE
 NORMANDIE NIEMEN
 31700 BLAGNAC
 834406142 RCS de TOULOUSE

Par décision de l'AGE du 11/06/2018, il a été décidé de augmenter le capital social de 61.236 € par apport en numéraire, le portant ainsi à 251.237 € à compter du 13/06/2018. Mention au RCS de TOULOUSE



OFFICE NOTARIAL
 Sis à TOULOUSE (31000)
 1 place Victor Hugo

Avis d'augmentation de capital

La société dénommée COMET, société civile immobilière, au capital de 1.000 euros ayant son siège social à TOULOUSE (31000), 83 Boulevard Richard Wagner, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 832017230 RCS TOULOUSE. Aux termes d'un acte reçu par Me Clio LAMOTHE, notaire à TOULOUSE (31000) le 15 novembre 2017, les associés ont décidé d'augmenter le capital d'une somme de 360.000,00 € et de le porter ainsi de 1.000,00 € à 361.000,00 € par l'apport d'un bien immobilier sis à TOULOUSE (31000) 11 rue Paul Dupin cadastré section 806 AE numéro 28 lots numéros 1,2,3 et 4. Inscription Modificative au RCS de TOULOUSE

Pour avis : Me LAMOTHE

DISSOLUTIONS

MISTER BLUE BOX
 Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros
 Siège social : 26 Rue de l'Europe
 31850 MONTRABE
 830 040 226 RCS Toulouse

Par décision du 31 mars 2018, la société BLUE BOX GROUP, associée unique de la société MISTER BLUE BOX, a décidé la dissolution anticipée de ladite Société.

Cette décision de dissolution a fait l'objet d'une déclaration auprès du Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n°78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis. Ces oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de commerce de Toulouse.

Pour avis, la Gérance

SARL CGBI PIZZA
 Capital de 1 000 Euros
 43 rue de la République
 31 270 FROUZINS
 RCS TOULOUSE : 829 408 236

Avis est donné de la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation, par délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 14/05/2018, à compter du 14/05/2018.

M. IMIOLA Gaetan demeurant au 10 rue Martin Luther King, 31470 Saint Lys, a été nommé par l'Assemblée en qualité de liquidateur.

Le siège de liquidation a été fixé au 10 rue Martin Luther King, 31470 Saint Lys. L'opération de liquidation s'effectuera au Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.

LE LIQUIDATEUR

FORME : SARL, DENOMINATION : MIDI DESTOCK, au capital de 1000€. Siège social : 8 place Andre Abbal - 31100 Toulouse. RCS Toulouse : 810 039 529. L'assemblée générale du 07/06/2017 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 07/06/2018 et sa mise en liquidation amiable. Liquidateur : Monsieur Ahmed Berrairia, demeurant 10 rue René Descartes - 31000 NAILLOUX. Le siège de la liquidation est fixé à l'adresse du liquidateur. Mention au RCS Toulouse.

LIQUIDATIONS

SARL AR.DEKO
 Société à responsabilité limitée au capital de 500 euros
 Siège social : 2 Résidence du Lac Numéro 2B
 31560 NAILLOUX
 519 585 889 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 31 décembre 2017 :

Les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont :

- approuvé les comptes de liquidation ;
 - donné quitus au Liquidateur Monsieur BOUMAHDI Alexandre, demeurant 3 Allée René Descartes - 31560 NAILLOUX, et déchargé ce dernier de son mandat ;
 - prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION ET DE RÉPARTITION BENASTRADOR, Société par actions simplifiée en liquidation, au capital de mille euros dont le Siège social est à TOULOUSE (31000), 40 rue saint rémy. Siège de liquidation : 40 rue saint rémy, TOULOUSE (31000). N° SIREN : 832.691.174, RCS TOULOUSE.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 Mai 2018, la collectivité des actionnaires a :

- approuvé les comptes définitifs de la liquidation,
 - donné quitus au Liquidateur, Monsieur Thomas SORO, demeurant à TOULOUSE, 40 rue saint rémy, pour sa gestion et le décharge de son mandat,

- prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du jour de ladite Assemblée.

Radiation au RCS de TOULOUSE

Pour avis et mention,
 Thomas SORO, LIQUIDATEUR

Forme : Société Civile Les Jardins d'Allice au capital de 1000 €. Dénomination : Les Jardins d'Allice. Siège social : 8 A route de Labastide Saint Sernin 31140 PECHBONNIEU 791550171. L'AG Ordinaire du 06/06/2018 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur de sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 06/06/2018 RCS Toulouse.

DIVERS



VOXEL
 Société d'Avocats
 Central Parc – Bâtiment A
 57, Bd de l'Embourchure
 31200 TOULOUSE
 Tél : 05 62 72 38 38
 Fax : 05 62 72 55 55
 www.voxel-avocats.fr

SCI M.I.C.
 Société Civile
 au capital de 1.524,49 euros
 Siège social : 13 Avenue de Fontréat - Eurocentre
 31620 VILLENEUVE-LESBOULOC
 Transféré au 44 Avenue Paul Langevin – 31400 TOULOUSE
 420 417 370 R.C.S. TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 7 juin 2018, la collectivité des associés a nommé en qualité de co-gérante, Madame Catherine BARDOU, demeurant 30 Rue de la Gaieté - 31400 TOULOUSE, pour une durée illimitée à compter du 7 juin 2018.

Il résulte de cette même délibération que le siège social a été transféré du 13 Avenue de Fontréat - Eurocentre - 31620 VILLENEUVE-LES-BOULOC au 44 Avenue Paul Langevin - 31400 TOULOUSE, à compter du 7 juin 2018. L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis. La Gérance



Xavier LASSUS
Avocat à la Cour
55, voie l'Occitane – Bât Actys I
31670 – LABEGE INNOPOLE
Tél. : 05.61.53.25.21
Fax. : 05.61.53.27.09
cabinet@xls-avocats.fr

POLE IMMOBILIER LABEGE

Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 60.000 Euros
Siège social : Avenue de l'Occitane
Bâtiment Actys I - 31670 LABEGE
RCS Toulouse B 493 705 438

Avis de transformation

Aux termes d'un P.V. du 1er juin 2018, l'AGE a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée, à compter du 1er juin 2018, sans création d'un être moral nouveau, et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

L'objet de la Société, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social restent inchangées.

Le capital reste fixé à 60.000 €. Exercice droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Préemption : en cas de cession à un tiers ou à un associé.

Agrément : préalablement requis en cas de cession à un tiers.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était cogérée par Mme Nadine PIGEAT et Mr Christian PIGEAT.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, elle est présidée par Mme Nadine PIGEAT, demeurant 14, rue Baratou, Labège (31670), pour une durée indéterminée, Mr Christian PIGEAT étant démissionnaire à compter du même jour.

Les actes seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis



VOXEL
Société d'Avocats
Central Parc – Bâtiment A
57, Bd de l'Embouchure
31200 TOULOUSE
Tél : 05 62 72 38 38
Fax : 05 62 72 55 55
www.voxel-avocats.fr

SOCIETE CIVILE CFIN

Société Civile
au capital de 10.000 euros
Siège social : 13 Avenue de Fontréat - Eurocentre
31620 VILLENEUVE-LES-BOULOC
Transféré au 30 Rue de la Gaïeté
31400 TOULOUSE
478 275 936 R.C.S. TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 7 juin 2018, la collectivité des associés a nommé en qualité de co-gérante, Madame Catherine BARDOU, demeurant 30 Rue de la Gaïeté - 31400 TOULOUSE, pour une durée illimitée à compter du 7 juin 2018.

Aux termes d'une décision en date du 7 juin 2018, la gérance a décidé de transférer le siège social du 13 Avenue de Fontréat - Eurocentre - 31620 VILLENEUVE LES BOULOC au 30 Rue de la Gaïeté - 31400 TOULOUSE, à compter du 7 juin 2018, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis. La Gérance

TAXI FREDERIC

SARL au capital de 1.000,00 EUR.
Siège social : 3 Place de l'Autat
31750 ESCALQUENS
RCS de TOULOUSE 827 970 096

Avis de modification

La location-gérance du fonds artisanal d'exploitation de licences de taxi sous toutes formes exploité à ESCALQUENS (31750), 3 Place de l'Autat,

Confiée par acte sous seing privé du 1er janvier 2017 par la société dénommée SARL MORAS ET FILS, société à responsabilité limitée au capital de 7.700,00 €, ayant son siège social à SAINT-PAUL-SUR-SAVE (31530), 12 rue Encoulaou, Le Domaine de Saint-Paul, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n° 443972468, à la société dénommée TAXI FREDERIC, société à responsabilité limitée au capital de 1.000,00 €, ayant son siège social à ESCALQUENS (31750), 3 Place de l'Autat, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n° 827970096,

Est résiliée d'un commun accord à compter du 22 Mars 2018.

L'inscription modificative sera portée au RCS de TOULOUSE tenue par le greffe du tribunal.

Pour avis et mention, Le Gérant

Avis de démission d'un co-gérant et transfert de siège social

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 6 juin 2018, il a été décidé la cession de parts par Mlle Estelle FAURE, au profit de Mme Frédérique DUSSAULD co-gérantes de la SCI FONTAINES dont le siège social est à CAUBOUS (31210), au capital de 750 €, RCS TOULOUSE N° 438.191.884.

Il est accepté la démission de Mlle FAURE, demeurant Le Village 31110 MAYREGNE en sa qualité de co-gérante.

Mme Frédérique DUSSAULD, demeurant Lieudit « Les Seygues » 31310 RIEUX VOLVESTRE, reste seule gérante de ladite société.

Il est décidé concomitamment à cette cession de part le transfert du siège social de la société.

Ancien siège : 31110 CAUBOUS
Nouveau Siège : Lieu dit Les Seygues 31310 RIEUX VOLVESTRE

Les statuts seront modifiés en conséquence.

Pour avis. La Gérance

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

L'INFORMATION LEGALE SUR LES ENTREPRISES



Maître Marie-Christine GEMIN-BONNET

Notaire
43 Rue du Docteur Matéo
31780 Castelginès

SCI DU 4 AVENUE DES NOBLES

Au capital de 1500,00 €
4 avenue des Nobles
31140 LAUNAGUET
RCS TOULOUSE : 443501499E

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 07 juin 2018, il a été décidé :

- la modification de l'objet social de la société afin de respecter les nouvelles dispositions de l'ordonnance n°2016-131 du 10 février 2016, et plus précisément de modifier les statuts en introduisant dans l'objet social : la vente à titre exceptionnel. L'article 2 des statuts a donc été modifié en conséquence.

- le transfert du siège social de la société, du 4 avenue des Nobles 31140 LAUNAGUET, au 20 rue de Maurys 31150 GRATENTOUR, à compter du même jour. L'article 4 des statuts a donc été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.



FIDUCIAL SOFIRAL

Société d'Avocats
2 Impasse Couzinet
Parc de la Plaine - BP 95818
31505 TOULOUSE CEDEX 5

DONNENFELD CHAUVET

Société par actions simplifiée
au capital de 3 000 euros
Siège social : 54 chemin de la Salade Ponsan, bât D
31400 TOULOUSE
822 759 213 RCS TOULOUSE

Par décision du 29/05/2018, l'associé unique a décidé à compter du 29/05/2018 de transférer le siège social du 54 chemin de la Salade Ponsan, bât D, 31400 TOULOUSE au 41 rue Michel-Ange 31200 TOULOUSE et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. L'associé unique a également pris acte de la cessation des fonctions de Directeur Général de Monsieur Christophe CONTINENTE demeurant 54 chemin de la Salade Ponsan, bât D 31400 TOULOUSE à compter du 28/05/2018.

Pour avis le Président

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet
31000 Toulouse



Par arrêté de Madame la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en date du 30 novembre 2017, M. Grégory PIRAUD a été nommé notaire à la résidence de BALMA, Haute-Garonne, (office créé).

En cette qualité, M. Grégory PIRAUD a prêté serment à l'audience du Tribunal de grande instance de TOULOUSE, le 14 décembre 2017. Le siège de cet office est à BALMA (31130), 33 route de Mons, téléphone : 05.61.24.00.19
mail : gregory.piraud@notaires.fr

Pour avis, Me Grégory PIRAUD Notaire.

RECTIFICATIFS

BULLE POURSOI

Société A Responsabilité Limitée
Au capital de 5 000 euros
Siège social 1 Avenue des Pyrénées
31410 LAVERNOSE LACASSE, R.C.S. TOULOUSE

Rectificatif à l'annonce publiée le 31/05/2018 concernant la constitution de la société BULLE POUR SOI. Il convient de lire l'adresse du siège social: 1 Avenue des Pyrénées - 31410 LAVERNOSE LACASSE.

Pour avis

Rectificatif à l'annonce parue le 31/05/2018 dans le Journal Toulousain concernant la constitution de la SAS REST'O MARGE. Il convient de lire SSP en date du 30 mai 2018 et non du 23 mai 2018.



CONTACTEZ-NOUS !

Pour votre DÉPÔT d'annonces légales et judiciaires et vos demandes de DEVIS



32 Rue Riquet, 31000 Toulouse



09 83 27 51 41



annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Veux-tu T'ABONNER ?

LE JOURNAL TOULOUSAIN DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE

Tu es curieux ?



Tu aimes essayer de trouver une solution à chaque problème ?



Tu aimes briller en société ?



On est fait pour s'entendre ! Chaque semaine, pleins d'infos constructives pour faire mouche ! Abonne-toi !

Merci beaucoup !



ABONNEMENT 6 MOIS / 18 € : édition papier + web sur Internet
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + web sur Internet

OUI Je m'abonne au JT ! 6 MOIS 1 AN

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
CP _____ Ville _____
Mail _____

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

Par carte bancaire n° _____

Expire fin ____/____ Cryptogramme ____

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet
31 000 Toulouse

